Les animaux malades de la peste...

Suite des informations sur le séquestre de 5 chaises de HSBC tant que la banque n'aura pas rendu les dizaines de milliards volés aux citoyens.

mars172015

**Affaire HSBC : Les militants Bizi aussi inquiétés pour refus d’ADN**

       6 militants de Bizi -tous et toutes membres de la Coordination de Bizi- ont été entendus « dans le cadre d’une enquête pour vol en réunion » au commissariat de Bayonne, suite à l’action du 12 février dans une agence HSBC de cette ville. Une septième militante convoquée était retenue ce mardi matin par des obligations professionnelles et avait demandé le report de son audition.

     Les 6 activistes étaient accompagnés par 60 citoyens solidaires qui les ont chaleureusement applaudis lors de leur entrée dans le commissariat. Quelques minutes auparavant, un rassemblement avait été organisé devant la banque HSBC de Bayonne. Des banderoles dénonçant son rôle dans l’organisation de l’évasion fiscale et du blanchiment d’argent côtoyaient un personnage symbolisant HSBC, et tenant une malette pleine de billets de 500 euros. Plus tard, « M. HSBC » est resté devant la porte du commissariat, libre, pendant que les 6 activistes de Bizi suivaient les policiers devant les auditionner.

       Comme ils l’avaient annoncé à l’avance, les militant-e-s de Bizi n’ont rien déclaré devant la police, réservant leurs explications pour la justice. La police a voulu effectuer des prélèvéments ADN sur eux, ce qu’ils ont refusé. Du coup, une nouvelle procédure pour « refus de se prêter aux prélèvements biologiques » risque d’être ouverte à leur encontre. Deux d’entre eux sont d’ores et déjà convoqués au commissariat à nouveau le mardi 31 mars : Sabrina Ravetta et Txetx Etcheverry, dont ce sera la troisième audition en un mois !

      Jon Palais, l’un des 6 militants inquiétés a justifié ainsi leur refus d’accepter les prélèvements ADN « *Nous n’avons rien à cacher, nous réalisons toujours nos actions à visage découvert et devant la presse, nous en publions nous mêmes les images. A partir de là, quel besoin aurait la police de ficher nos empreintes génétiques ? Ce sont plutôt les dirigeants d’HSBC qui semblent avoir beaucoup de choses à dissimuler, et à notre connaissance, la police n’a pas procédé au prélèvement de leur ADN…*»

     La police a redemandé où sont les 5 sièges manquants. Bizi a pourtant déjà révélé où ces sièges se trouvent : dans les locaux parisiens d’ATTAC-France, des Amis de la Terre-France, de Solidaires-Finance et au domicile du philosophe Patrick Viveret, président du mouvement SOL. «*Nous les rendrons à HSBC dès que cette dernière aura rendu les milliards qu’elle doit à l’Etat. L’évasion fiscale coûte mille milliards d’euros chaque année aux recettes publiques européennes, selon Michel Barnier, ancien commissaire européen membre de l’UMP. Avec cela, il y aurait largement de quoi financer une politique ambitieuse de lutte contre le changement climatique et pour la transition écologique et sociale ; politique pouvant créer des millions d’emplois non délocalisables. Il est temps de stopper le scandale ruineux de l’évasion fiscale !*» a déclaré Mattin Ihidope, un autre des activistes de Bizi convoqués ce matin au commissariat.

**Mardi 17 mars à Bayonne**